

# Séminaire « Soutenabilités »

## Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

**Nom :** La Branche

**Prénom :** Stéphane

**Institution ou entreprise :** Sciences Po Grenoble

**Axe(s) :**

- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?

**Intitulé de votre contribution :** Analyse des comportements (moteurs et freins) en matière de transition

**Résumé de votre contribution :**

Mes recherches en sciences sociales du climat et de l'énergie m'ont valu d'être nommé au GIEC sur le 5e et le 6e Rapport (IPCC AR5 et AR6) et d'être mobilisé en tant qu'expert sur le projet de Loi sur la Transition Energétique. Les résultats opérationnels de mes recherches ont été intégrés à des politiques nationales et territoriales sur les enjeux suivants: adaptation au changement climatique, mobilité, énergie, la qualité de l'air, urbanisme, campagnes d'information et d'accompagnement au changement de comportements; mais aussi pour des projets d'opérateurs privés (énergéticiens et techniciens), publics (ministères et collectivités territoriales) et associatifs. Mes recherches portent sur la compréhension des freins et des moteurs (habitudes, représentations sociales, contraintes quotidiennes, fonctionnement institutionnel...) aux changements de pratiques en matière d'environnement, afin de trouver des réponses adaptées et efficaces.

**Stéphane La Branche**

**Sociologue indépendant Climat, Air, Energie  
Associé à Pacte et Science Po Grenoble  
Contributeur au IPCC AR5 et AR6 (2020) GIEC**

Les analystes des efforts liés à la transition énergétique et au climat ne peuvent s'empêcher de comparer avec la présente crise du coronavirus et en tirer des réflexions sur les changements de pratiques –à la fois effectifs mais aussi leurs perceptions. De nombreux articles soulèvent des questions (mais encore davantage implicites, sans être formulées) qui renvoient explicitement aux types de politiques publiques à mettre en œuvre pour atteindre un objectif ambitieux allant du réveil des consciences à la démocratie participative jusqu'à des solutions plus autoritaires. Ces textes renvoient souvent ensuite, aux effets de la crise sur le futur, sur notre envie et notre capacité à sortir de la crise, par le biais souvent de « changements de modes de vie » et des « pratiques », des termes utilisés à tout va depuis le début de la crise sanitaire – mais aussi celle climatique. Fondamentalement, les crises du cov-19 et du climat soulèvent des questions primordiales politiques mais aussi pour les sciences sociales des comportements, du climat et de l'énergie.

Les textes et les discours posent soulèvent une question importante : qui est responsable (ou devrait l'être) pour faire quoi, quels gestes, et à quelle amplitude ? Une des réponses principales données :

« pour gagner la guerre contre le virus, *il faut changer de modes de vie* » (ministre de la transition écologique et solidaire), une injonction émise également pour régler le problème climatique depuis de nombreuses années par les collectivités territoriales, la commission européenne, les associations environnementales et le GIEC. *Comme si changer de modes de vie se faisait avec joie, bonne humeur et rapidité et ne posait pas de problèmes de faisabilité et d'acceptabilité.* Pourtant, les sciences des comportements montrent qu'il n'est pas simple de changer de comportements et encore moins de changer de mode de vie et ce, malgré tous les discours des responsables de la santé, alarmiste et dans l'urgence immédiate – tout comme les scientifiques du climat le font depuis des décennies. Gilles Pialoux chef de service des maladies infectieuses de l'hôpital Tenon à Paris, a été outré par

« l'incivilité and l'irresponsabilité » des Français, attitude qui selon lui a rendu obligatoire la politique coercitive de confinement. Suivi deux jours par la décision de confinement, décision qui n'aurait pas été nécessaire si la population était passée à l'acte. Mais ceci pose une question clé, voire critique, pour les sciences du comportement.

Une des explications courantes offertes par les sciences du comportement pour expliquer l'insuffisance d'actions des acteurs vis-à-vis du climat est que les impacts sont impersonnels, lointains, incertains, imperceptibles, situés ailleurs. Ceci rendrait difficile la prise de conscience nécessaire pour initier des changements de pratiques parmi les individus. Mais la crise du coronavirus semble réfuter en partie cet argument, puisque la crise du coronavirus correspond bel et bien aux critères qui devraient amener les gens à changer : les impacts sanitaires potentiels sur soi-même ou sur ses proches sont personnels ; les statistiques des affectés et de mortalité sont omniprésentes tandis que ; les consignes, les messages des professionnels de la santé inondent de manière constante l'espace cognitif des populations.

Pourtant, la première allocution du président Macron n'a eu que peu d'effets, les espaces publics se retrouvant dès le lendemain envahis de gens faisant des pic-nics en groupe. Les textes mettent alors en avant que ces pratiques incohérentes sont dues soit à un déni soit à des perceptions erronées relatives à la vérité scientifique. Ce qui revient à réduire la complexité de la psyché humaine en faisant du cognitif le moteur principal de décision de nos actions quotidiennes. Car il semblait rationnel et sain, en cette journée de beau temps du dimanche 15 d'aller se balader et faire des pic-nics dans des endroits à l'air libre entre amis... C'est à la suite de cette réaction populaire, démocratique, de non prise en compte des consignes et des normes de sécurité sanitaire que le

confinement a été promulgué. Par manque de « civisme » comme le déplore de nombreux commentateurs ? Peut-être mais encore faut-il démontrer que le civisme est un moteur important et efficace de respect de pratiques spécifiques. D'autres facteurs sont probablement plus importants : le printemps est arrivé, il fait beau, la maladie n'impacte que certaines parties de la population....

Si les sciences 'naturelles' recherchent une compréhension objective, complète qui est sensée donner lieu à des décisions efficaces et non-contestables, les sciences des comportements montrent depuis longtemps qu'un fait est presque toujours contestable et qu'il peut être considéré comme inintéressant et non pertinent par un acteur. L'existence d'un virus n'a de sens que lorsqu'il est remis dans un quotidien, des priorités, des valeurs et des intérêts qui peuvent ou non être réceptifs aux informations concernant le virus. Et les réactions des français durant le week-end du 14 mars et subséquemment suggèrent que le coronavirus (ses impacts et les mesures associées), n'est pas encore devenu un enjeu au niveau individuel malgré tous les cris d'alarmes des sciences médicales et les injonctions des pouvoirs publics...

Mais alors, quels sont les facteurs qui amènent les populations à changer ou au contraire, à maintenir, leurs pratiques et accepter ou refuser les injonctions émises par les pouvoirs publics ou des préconisations faites par les scientifiques ? Si la présente crise *sanitaire*, immédiate, visible, ne suffit pas pour provoquer l'adoption de pratiques adéquates, comment peut-on compter sur le postulat que la 'crise' climatique peut être résolue par l'injonction de changer de mode de vie alors que i) cette crise n'est pas perçue comme ayant un impact sur le quotidien et que ii) les scientifiques parlent des effets et d'objectifs à atteindre en... 2050, c'est-à-dire dans 30 ans, avec des impacts incertains, différenciés et communiqués dans un langage majoritairement probabiliste et peu compréhensible ? Ce qui soulève la question des actions à mener.

A cet égard, la majorité des articles publiés oscille entre deux positions. La première, classique, porte une vision optimiste qui tient que la crise provoque une révolution des pratiques et un éveil des consciences (provoqué grâce à l'information et la science qui mènerait à des changements de pratiques). Les termes utilisés sont révélateurs : la crise représenterait une « étape décisive », une « rupture », il y aurait « un avant et un après ». Le problème est que ce point de vue n'est fondé sur aucune méthode scientifique rigoureuse et ne pourra être évalué qu'une fois la crise terminée, qui implique le développement de critères et d'outils pour mesurer l'ampleur (profondeur et temporalité), les types d'effets, sur qui, pourquoi... Mais les expériences des décennies passées tendent plutôt à montrer que ce n'est pas le cas : suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima, les observateurs et chercheurs annonçaient tout comme ils le font en ce moment, un... « avant et un après » Fukushima, une rupture, voire une sortie du nucléaire ! La réalité est que les réactions ont été très variées allant de la décision allemande de la sortie du nucléaire, à un retour à la normale un an après au... Japon (!) à une absence d'effet criant dans la plupart des pays occidentaux incluant la France et la Chine. Il faut bien faire attention à ne pas confondre ce qui résume potentiellement à un épiphénomène avec un nouveau mode de fonctionnement de nos sociétés et une révolution dans les mentalités, qui repose, de plus sur une injonction : il faut changer nos modes de vie !

La seconde grande position relevée, mais rarement explicite, dans les textes insistent sur le fait que les mesures de confinement démontrent qu'il est possible de provoquer une rupture, quand les pouvoirs publics en ont le courage et la détermination – ce qui nous rapproche d'un scénario autoritaire encadré par des experts. Selon ces mêmes commentateurs, il s'agirait d'appliquer la même approche aux efforts de transition écologique, occultant le fait que ceci serait un effort permanent et non pas ponctuel et que c'est liberticide. Cette seconde option semble peu acceptable en regard des droits de la personne et des fondements même de la démocratie. Mais on ne peut pas attendre non plus que la crise climatique émerge de plein fouet avant d'agir, pour des raisons de décalage entre actions et baisses des gaz à effets de serre dans l'atmosphère. N'y a-t-il pas alors, d'autres voies viables et minimalement désirables entre ces deux ?

Des efforts dans ce sens sont à souligner depuis quelques années, avec des projets de recherches-actions visant à produire des préconisations opérationnelles (souvent en partenariat avec des collectivités territoriales et des agences comme [l'ADEME](#)) qui proposent non seulement des mesures mais même des stratégies composées à la fois de politiques contraignantes (lorsque nécessaires), de mesures d'accompagnement, de réorganisation des espaces publics, de nos modes de production et de consommation. Mais il faut avouer que nous sommes encore en apprentissage et que beaucoup reste à faire et à comprendre. Nous sommes loin dans les sciences du comportements, à avoir la capacité du [GIEC-IPCC](#) à produire des états de l'art sur les sciences du climat, une démarche nécessaire pour faire avancer la compréhension dans nos propres domaines. En ceci, des initiatives récentes comme le [GIECO-IPBC](#) qui vise à produire des rapports scientifiques sur l'état des sciences du comportement peuvent contribuer à ces efforts d'ouverture de 3<sup>e</sup> voies – au pluriel - plus complexes à mettre en œuvre mais à terme plus efficaces environnementalement et mieux à même de protéger nos droits.